

Le libertaire

hebdomadaire

Les anarchistes veulent instaurer un milie social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

ABONNEMENTS POUR LA FRANCE

Un an.....	6 fr. »
Six mois.....	3 fr. »
Trois mois.....	1 fr. 50

ADMINISTRATION ET RÉDACTION

PARIS — 15, Rue d'Orsel, 15 — PARIS

Adresser tout ce qui concerne le journal
à M. Pierre MARTIN, administrateur

ABONNEMENTS POUR L'EXTÉRIEUR

Un an.....	8 fr. »
Six mois.....	4 fr. »
Trois mois.....	2 fr. »

LES CAUSERIES DU « LIBERTAIRE »

69, rue de l'Hôtel de Ville

Jeudi 23 février, à 9 heures, 69, rue de l'Hôtel de Ville, causerie par Georges Xvete : L'ouvrier libertaire au syndicat.

LA FORCE OUVRIÈRE

Durand est en liberté !

Après plus de cinq mois de détention, après avoir supporté, pendant un mois, les effets de la guillotine, le secrétaire des charbonniers du Havre est enfin libéré, grâce à la protestation ouvrière.

La justice a prononcé, disait-on au commencement de la campagne pro Durand ; nous n'y pouvons rien. Mais la classe ouvrière n'ayant pas cessé l'agitation, il fallut bien que le gouvernement trouvât moyen de lui donner satisfaction au moyen d'un rituel judiciaire quelconque. Et la peine de mort fut commuée en celle de 7 ans de réclusion.

Les meetings ont repris, les travailleurs ont menacé de montrer les dents et voici : ce qu'on appelle une commission de révision s'est réuni et a découvert « un fait nouveau ». Sur quoi on dut remettre en liberté la victime de la haine patronale.

Ce qui démontre une fois de plus qu'on n'obtient que ce qu'on arrache par la violence ou par la peur de la violence.

Durand est libre ! Oui, mais restent trois coûteux. Mathieu, Couillard et Lefrançois. A leurs frères de misère de montrer assez de solidarité pour libérer à leur tour ces trois victimes de la vindicte patronale !



ÇA VA BIEN !

Voici comment notre république troisième entend la liberté de la presse :

A Alger, la Lutte Sociale, ayant publié un document émanant du service télégraphique, qui établissait l'existence du cabinet noir, a été condamnée en la personne de son secrétaire de rédaction, le camarade Hagelsteen, à huit jours de prison pour complicité de vol par recel.

A Dunkerque, la Défense Sociale est poursuivie pour avoir donné comme indication de son imprimeur : Imprimerie spéciale de la « Défense Sociale », ce qui font couramment la plupart des petits journaux d'avant-garde.

A Paris, la 9^e chambre a condamné le docteur Lip-Tay pour publication, dans un catalogue, de deux annonces anti-conceptionnelles, et un crétin, du nom d'Aussel, a osé motiver la condamnation par cet attendu d'un autre drôle : « Que la propagande anti-conceptionnelle entraîne au libertinage et à la débauche. »

A Alger encore, notre confrère conservateur Mallebay, directeur des Annales Algériennes, va entrer en prison pour cinq mois, pour avoir dénoncé dans son journal la forfaiture de deux enveloppes.

A Auxerre le Pioupiou de l'Yonne va passer aux assises pour la cinquième fois. A ce propos, le Travailleur socialiste de l'Yonne publie tout un lot d'opinions célèbres sur la caserne et le militarisme — à toi, Hervé ! — qui est un fameux précurseur contre l'exercice institutionnel.

Et le piquant de la chose, c'est que ces citations furent faites par ce cher Aristide, alors défenseur, et défenseur, éloquem, du Pioupiou !

Ajoutez à cette liste les poursuites annoncées contre la Guerre Sociale et

celles du 24 contre le Libertaire et vous en oublierez certainement.

AUTRES POURSUITES

Celles-là concernent des antimilitaristes. Car le Pioupiou et le Libertaire ne sont pas seuls traqués en ce moment. A Charleville, le camarade Louis Barre vient d'être condamné à 18 mois de prison — rien que ça ! — pour avoir crié, au cours d'une manifestation, lors de la grève des cheminots : « Soldats ! Crosse en l'air ! Venez avec nous ! »

Dans la même région les assises vont juger un autre criminel de ce genre. Il s'agit de Guibaut, des pupilles de Charenton, qui est accusé d'avoir fait chanter la chanson du 17^e par les pupilles sous sa direction, pendant le passage du 14^e de ligne, à Givet.

Voilà des procédés du bon vieux temps, de celui du chevalier de La Barre. C'est donc ça votre régime soi-disant démocratique ? O brutes hypocrites, prenez garde : la coupe de fiel et d'absinthe n'est pas loin, à ce jeu de déborder !

LES MONSTRES

Les bourreaux d'enfants continuent leur affreuse besogne. Autre exemple :

Le parquet d'Angoulême vient d'être saisi d'une monstrueuse affaire qui se serait passée à la colonie pénitentiaire de la Couronne (Charente). Un pupille de cette colonie, le jeune Beneteau, âgé de quinze ans, originaire de Saintes, vient d'être admis à l'hôpital d'Angoulême. Le malheureux garçon a les deux pieds gelés et devra probablement subir l'amputation.

Le père de cet enfant, qui habite actuellement Cognac, a adressé une plainte au préfet de la Charente, déclarant que son fils était resté vingt et un jours en cellule, pieds nus. Le parquet d'Angoulême, saisi de cette affaire, a désigné le docteur Fourner pour examiner le jeune Beneteau.

Quand donc finira-t-on avec les colonies pénitentiaires, ces Biribis des gosses ? Ah ! comme la torche révolutionnaire aurait besoin de se promener aussi par là !

CRIMES DU JOUR

Nous ne voulons pas parler de l'assassinat d'une rentière, mais de ces crimes, combien plus odieux, que commet chaque jour la société bourgeoise et qu'on nomme par euphémisme les « drames de la misère ».

En voici deux de ce matin :

Sans travail et aussi, hélas ! sans ressources, une pauvre femme, Marie Bally, âgée de cinquante-trois ans, qui occupait une modeste chambre, 27, rue d'Avron, s'est pendue, hier matin.

Quand les voisins ont entonné la porte, le corps de la désespérée était déjà froid.

M. Achille Lepus, charrier, 102, rue de la Chapelle, était depuis longtemps sans travail. Ces jours derniers, ses fournisseurs lui refusèrent tout crédit.

Sans argent, sans pain, ayant froid et ayant faim, le pauvre diable s'est pendu, lui aussi, hier.

AUTRES MONSTRES

Pendant que les travailleurs, qui produisent toutes les richesses, créent si lamentablement de la misère, voici ce qu'on apprend :

Le millionnaire Frédéric Townsend Martin, qui fait partie des « quatre cents » (l'assez millionnaires) de New-York, s'est fait journaliste et publie un article très violent contre la folie de dépenses de ses collègues en millions. Il cite beaucoup d'exemples, qui trouve révoltants. Nous en relevons quelques-uns.

Tel multimilliardaire s'est fait faire un lit en ebène sculpté et enivoire avec incrustations dor. Les parois seules de la chambre à coucher coûtent 250.000 francs, le plafond 100.000 francs. Il y a dix paires de tentures, dont chacune coûte 100.000 francs. L'armoire fut payée 750.000 francs, la table de toilette 280.000 francs, les quatre portes 50.000 francs.

Un millionnaire du Nebraska paya un de ses chapeaux 100.000 francs. Il faut savoir que ce chapeau était entièrement composé de billets de banque. Etc.

Le richissime journaliste est bien placé pour parler de ces choses, d'ailleurs en parfait accord avec la mentalité des brutes de lucre dont il s'agit. Mais quand donc, avant de se pendre, les malheureux prendront-ils l'habitude de débarrasser la terre de pareils monstres ?

Autour du Nouvel Hervéisme

On l'a vu par nos citations, tous les révolutionnaires, des plus tièdes aux plus ardents, répondent par un non vigoureux à l'outrecuidant appel qui leur est fait par la voie de la *Guerre Sociale*. Sur quoi, notre Sans-Patrie de déclarer audacieusement : Ou vous accepterez mon militarisme, ou vous devrez renoncer à la révolution, et moi seul aurai le droit de me dire révolutionnaire !

Après celle-là, on peut tirer l'échelle. Certes, nous renoncerions à la révolution si elle devait être faite par l'armée. Mais c'est surtout contre elle que nous entendons la faire, l'armée étant, depuis toujours, l'instrument sanglant de toutes les tyrannies. Sur ce point, l'opinion reste entière et unanime.

Révolutionnaires, oui ! Militaristes, jamais ! proclame à nouveau *Gernimal* (numéro du 10 février). Et notre confrère anarchiste poursuit :

Nous persistons à croire que le militarisme révolutionnaire est une déviation et une reculade. Une déviation parce qu'il oblige ses partisans à changer de méthode, une reculade parce qu'au lieu d'attaquer franchement le militarisme il leur faudra composer avec lui, faire une distinction entre les bons et les mauvais gradés, engager les conscrits à supporter l'ignoble discipline sous le fallacieux prétexte qu'ils ont à constituer des arrières de l'armée révolutionnaire pour la Révolution d'où ne sait pas quand. Nous avons démontré dans notre précédent numéro que l'esprit de révolte était l'antithèse de l'esprit militaire, qu'en conséquence on ne pouvait être un soldat discipliné pour devenir un gradé estimé de ses supérieurs et rester révolutionnaire.

Si la révolution ne pouvait se faire que par la méthode de « Sans-Patrie », nous y renoncerions, c'est bien compris, camarades de la *Guerre Sociale*. Mais nous restons révolutionnaires parce que nous croyons sincèrement qu'il y a une autre façon de faire la révolution et que par l'antimilitarisme intégral dénonçant sans trêve les tares de l'école du crime », les vices des « soudards galonnés », l'abjection de la discipline, nous pourrons désorganiser la résistance bourgeois et la vaincre.

Après le camarade Lebrun, ancien sous-off, le camarade Mosser, ancien sous-off également, nous écrit :

En non ! nous ne renoncerons pas à une révolution sociale. Ce à quoi il faut renoncer, c'est de créer une armée révolutionnaire assez forte et assez disciplinée pour anéantir celle de l'ordre ».

Nous avons dans le syndicat un excellent instrument de révolution ; travaillons à augmenter ses effectifs et à les organiser toujours mieux ; étudions les moyens pratiques de réaliser la grève générale, et qu'ensuite les minorités agissantes, qui ne manqueront de se produire, sachent exactement au moment voulu où faire porter leur effort avec intelligence et rapidité. Ces minorités tiendront à elles seules une grande partie du succès.

Que tous les ouvriers qui sont en relation avec des jeunes gens à la caserne et il n'en manque pas s'attachent à développer en eux la solidarité qui les unit avec les travailleurs, et le jour d'une grève générale l'armée sera bien malade.

De son côté, un camarade de Nevers nous adresse la protestation suivante :

Nous avons suivi, du fond de notre province, toute l'agitation antimilitariste du citoyen Hervé. Nous lisons ses articles de la *Guerre Sociale*. Et nous applaudissons à sa propagande.

Nous nous représentons la caserne comme un lieu d'oisiveté et de débauche, l'uniforme comme une livrée de bagnole et tous les gradés comme des garde-chiourme. D'après notre expérience, nous rendons compte de la vérité de ces allégations.

Aujourd'hui, ces faits tombent, disparaissent. Les gradés sont des fonctionnaires comme les autres, les officiers, l'élite morale et

intellectuelle de la nation ; il ne faut plus critiquer l'armée, mais la soutenir pour l'avoir avec soi le jour de la révolte.

Voilà ce que dit le « Sans-Patrie ». Est-ce une erreur d'interprétation de notre milieu où l'air serait plus épais qu'à Paris ? Notre entendement d'ouvrier est peut-être obscur ! Veuillez, camarades, nous éclairer à ce sujet. Mais si notre interprétation est juste.. nous dirons qu'il y a volte-face et que, s'il est naturel à un général d'être à cheval, il ne plaît guère à des révolutionnaires que ce soit sur leur dos.

Enfin, le *Travailleur socialiste*, relevant quelque peu sur ses déclarations, pourtant si catégoriques, nous sort celle-ci :

Pour le moment, nous estimons, en plein procès du *Pioupiou*, qu'il y a une besogne plus urgente à faire, que de discuter à partie vue sur des questions de détail.

Nous sommes d'accord, archi-d'accord sur le but à atteindre et c'est là l'essentiel !

Que le *Travailleur* ait une affaire plus pressante sur les bras, fort bien. Mais « questions de détail » nous paraît exquis. C'est donc pour des questions de détail que vous avez parlé de fermer votre porte au Sans-Patrie ? D'autre part, être d'accord sur le but, cela ne veut absolument rien dire si l'on est en désaccord complet sur les moyens. Le but de tous les socialistes est le même, mais les moyens des partisans de l'assiette au beurre diffèrent terriblement de ceux qui préconisent les antiparlementaires !

« Sans l'armée, pas de révolution possible » écrivait le Sans-Patrie ; et il citait à l'appui de cette « question de détail » les révoltes de 89, de 1830, de 48 et de 71.

Quelle logique ! Mais c'est précisément parce que ces révoltes furent faites en grande partie par l'armée que le peuple n'en retira nul profit. Une armée et une « discipline de fer » supposent de grands chefs et l'obéissance passive à ceux-ci. Or, les grands chefs se soucient bien du peuple ! Et c'est pour qu'une dictature capitalo-militaire ne fût plus possible, qu'intervint un jour la propagande antimilitariste — dont Hervé à été, après l'antiboulangisme, l'un des champions.

Au moment où cette propagande commence à porter ses fruits, penserez-vous que nous allons y renoncer ? Allons donc ! Ce serait une reculade et une trahison envers la cause révolutionnaire expropriatrice, et il est bien fâcheux pour le Sans-Patrie que cette vérité ne lui apparaisse point.

Camarades, par tous les moyens, venez en aide au LIBERTAIRE

JEUNESSES REVOLUTIONNAIRES DE LA SEINE

Vendredi 17 février, à 8 h. 1/2 du soir, à la Maison Commune, 49, rue de Bretagne (Métro Temple), controverse publique entre :

Jean GOLDSKY, rédacteur à la « Guerre Sociale »

Et Pierre MARTIN, rédacteur au « Libertaire », sur

LE MILITARISME REVOLUTIONNAIRE

Deux thèses contradictoires bouleversent actuellement les milieux révolutionnaires.

Les Révoltes n'aboutissent qu'avec le concours de l'armée, d'où la nécessité d'un militarisme révolutionnaire, disent les uns. Cassé-cou, crient les autres, le Militarisme-Révolutionnaire est une déviation néfaste à la Révolution.

Tous les Révolutionnaires viendront entendre exposer et critiquer ces deux thèses dont il est superflu de signaler l'intérêt.

Entrée : 0 fr. 25 pour les frais.

La justice à l'encan

E. DULAC et ANNA MAHE aux Assises

La justice est toujours peu ou prou à l'encan, mais on y met parfois des formes. Avec l'affaire des cheminots, la chose éclate aux yeux, le cynisme s'installe insidemment. Il est vrai qu'avec un Briand au pouvoir...

A la suite de cette mémorable grève des cheminots qui fit trembler, un instant, la classe ouvrière, il fallut bien, pour assouvir les rancunes de cette dernière, manigancer une affaire judiciaire d'ordre politique, puis

L'Affaire Durand

... Lorsque l'innocence d'un condamné est éclatante, comme dans cette affaire... (Paul Meunier).

... On ne peut le libérer, répondent les mamelucks de Briand, car il appartient à la justice de statuer (séance de la Chambre du 11 février).

Ainsi en ont décidé nos braves Q.M. dans leur séance de vendredi dernier.

Durand est innocent ; toutes les accusations portées contre ce militaire s'évanouissent au fur et à mesure que l'on fait la lumière sur cette affaire.

Non seulement les camarades du secrétaire des charbonniers du Havre affirment n'avoir jamais entendu ce dernier proférer des paroles de menaces contre Dongé, mais les autres malheureux inconscients, que l'appât d'un peu d'argent avait rendus friables à leur classe, avouent avoir fait de fausses dépositions.

Le commissaire de police du Havre, chargé de faire une enquête, et avouant avoir eu toujours des « agents » dans les réunions des grévistes, certifie dans un rapport remis au maire du Havre et lu par Paul-Meunier à la Chambre, n'avoir rien à relever contre Durand.

Qu'attendait-on pour libérer cet homme ?

En 1899, alors qu'il s'agissait d'un riche capitaine, le gouvernement n'hésita pas à le libérer en attendant la sanction de la justice, et nos « honorables députés » approuvèrent ; en 1910, c'est un ouvrier qui est en cause ; aussi en useron avec une désinvolture odieuse.

L'affaire doit rester dans le domaine judiciaire, déclare le garde des sceaux Théodore Girard.

Eh bien, parlons-en de cette justice qui condamne à la prison le vagabond couchant sous un pont ou sur le bord de la route dans une meule de paille, faute de gîte, et qui honore celui qui, avec le produit de ses vols, acquiert cetateau et auto ; cette justice qui condamne au bagne la fille-mère qui se débarrasse du fœtus dont la naissance aurait fait deux malheureux, et qui décrore l'exploiteur ventru dont le bonheur est fait de la mort d'exploités et de la misère de toute une collectivité.

C'est de cette justice, expression de toute la haine portée à la classe ouvrière par les repus de l'ordre social présent, qu'il fallait attendre la libération d'un innocent, d'un homme qui fut l'otage que cette même justice avait donné en signe de servilité à ses maîtres !

Or, à se voir aussi arbitrairement emprisonné depuis près de six mois, après avoir subi les affres de la guillotine, Durand sentait sa raison chanceler ; sa santé était terriblement compromise et il eut bientôt craint pour sa vie si on l'avait maintenu dans sa cellule.

La justice et l'humanité les plus élémentaires commandaient sa mise en liberté immédiate.

Des meetings enthousiastes ont eu lieu ; des déclarations énergiques ont été acclamées, témoignant qu'elles ne furent mises à exécution, le gouvernement s'est exécuté. Au tour des trois autres, maintenant !

A. Dauthuille-

OUVRAGE D'OCCASION

Histoire de la Turquie, par Alp. de Lamartine, 8 volumes à l'état de neuf. Prix : 6 francs. En vente au Libertaire.

Petits Pavés

Cette semaine, nous recevions une dépêche par fil spécial, tout comme le Matin, nous avisant que la commune du Puy (Haute-Loire) était en révolution. Immédiatement, les camarades prirent la décision d'envoyer un rédacteur sur le théâtre des événements.

Ce qui se passe là-bas dépasse en horreur tout ce qui a été vu jusqu'à ce jour, la peste qui étend ses ravages en Mandchourie (il n'y a pas que là, nous en sommes affligés aussi, mais en France elle prend le nom de partémantisme) n'a rien de comparable avec le phénomène du Puy.

Un camelot, nommé Rome, a été porté candidat au siège de conseiller municipal, les électeurs de l'endroit ayant voulu rigoler un peu. C'était sans doute de joyeux drilles qui pensaient que la vie est assez morose, qu'elle serait même tout à fait triste, si de temps en temps il n'y avait pas des élections.

Rome est d'ailleurs un bon poivrot qui, dans son programme, demandait l'abaissement du prix du vin. Vous conviendrez que c'était chose raisonnable ; tant d'autres candidats ont été élus en promettant la lune, que celui-ci devait l'être. Il le fut par 72 voix.

Alors, ce fut un délire : illuminations, bals, retraite aux flambeaux, rien ne manqua à la fête qui fut donnée en l'honneur du nouveau Tarlampion. Notre conseiller s'installa dès le lendemain, à la mairie.

Mais, les électeurs voyant cela se fâchèrent, Ça vous épate ? Vous ignorez donc que 39 moutons et un électeur font 100 bêtes ! Ils voulurent, après avoir placé Rome à leur tête, le faire déguerpir. Pourquoi ?

Je l'ignore, le maboulisme du votard appartenant au domaine pathologique.

Le plus grave, depuis ce jour néfaste des élections, jour de calamités auprès des sept pluies d'Egypte n'étaient que de la petite bière, c'est que les autres conseillers, horrifiés d'un pareil voisinage, ont déserté la mairie, laissant Rome maître des lieux.

Or, on parle bien de dissoudre l'homme conseil-municipal, mais ceci demande du temps ; il faut, en effet, que les ministres étudient la situation après rapport du préfet, et Fallières devra donner ensuite sa signature pour la dissolution.

Comment on peut le voir, la situation est critique : les anarchistes rigolent, les électeurs sont dans la consternation.

Rome mettra-t-il de l'eau dans son tonneau ?

Se démettra-t-il de ses fonctions ? Descente du piédestal qu'il lui a été dressé ? Mettre de l'eau dans son vin ! Rhum et eau ne vont guère ensemble, c'est pourquoi je dis aux moutons du Puy : « Obez l'eau et laissez Rome à la mairie ; en vous débarrassant de vos « conseillers » il a fait du bon travail ; vous n'avez pas confiance en lui, tant mieux, n'ayant personne sur qui vous reposez, vous apprendrez à faire vos affaires vous-mêmes et vous verrez qu'elles sont beaucoup mieux ».

« Au moment d'envoyer ma copie à l'imprimerie, notre envoyé spécial nous téléphona que la préfecture vient de recevoir, du ministère de l'intérieur, l'ordre de mobiliser Rome comme un vulgaire cheminot. Je cours au ministère afin de savoir ce qu'il y a de vrai dans cette renversante nouvelle. »

Emile Guichard.

Lettre ouverte au « Général » par un simple galonné

(Suite.)

Je crois avoir montré la semaine dernière que l'atmosphère des casernes en 1911 est bien différente de celle que votre imagination s'est plus à se représenter.

Ce qu'il est maintenant intéressant d'examiner c'est l'influence que la prise de galons, par un révolutionnaire, peut exercer d'une part sur la propagande et d'autre part sur l'individualité de ce camarade,

Comme dans mon dernier article, je me bornerai exclusivement à parler de ce que j'ai vu.

Diriez-vous que l'absurdité de faire de la propagande, est une absurdité ; mais dire qu'on ne peut y faire de propagande en serait une autre. Pour ma part, tant que j'ai été soldat, j'ai pu accomplir ma tâche de militant, et j'ai connu autour de moi de nombreux camarades qui faisaient de même.

C'est de cette justice, expression de toute une collectivité.

C'est de cette justice, expression de toute la haine portée à la classe ouvrière par les repus de l'ordre social présent,

qu'il fallait attendre la libération d'un innocent, d'un homme qui fut l'otage que cette même justice avait donné en signe de servilité à ses maîtres !

Or, à se voir aussi arbitrairement emprisonné depuis près de six mois, après avoir subi les affres de la guillotine, Durand sentait sa raison chanceler ; sa santé était terriblement compromise et il eut bientôt craint pour sa vie si on l'avait maintenu dans sa cellule.

La justice et l'humanité les plus élémentaires commandaient sa mise en liberté immédiate.

Des meetings enthousiastes ont eu lieu ; des déclarations énergiques ont été acclamées, témoignant qu'elles ne furent mises à exécution, le gouvernement s'est exécuté. Au tour des trois autres, maintenant !

A. Dauthuille-

Le gros effort que nous eûmes à fournir fut à l'occasion d'un événement politique sensational, que je ne citerai point pour éviter de signaler la ville intéressée, ce qui pourrait entraîner des conséquences graves pour ceux qui y furent mêlés.

Tous ces efforts que nous fîmes imprimer des affiches et des circulaires, que nous placardâmes, la nuit sur tous les murs de la caserne, chambres, réfectoires, salles des officiers, etc. Tout cela sans tapage et en une nuit de temps à peine. L'affaire fit quelque bruit ; les autorités enquêtèrent encore une fois, mais en vain. Comme conséquence inattendue, le régiment fut décommandé pour le service d'ordre que nécessitait l'événement politique en question ; aussi l'on juge de la joie des soldats, lesquels furent ainsi amenés à réfléchir sur nos idées et nos conceptions, que l'au-baïne les obligeait à considérer avec quelque sympathie.

Vous parleriez d'un autre genre d'exercice auquel nous nous sommes livrés ? Vous savez que le capitaine possède chez lui un dossier secret expliquant l'office qu'aurait à remplir, en cas de mobilisation, chacun des gradés et des soldats de sa compagnie.

En principe le capitaine ne doit jamais se dessaisir de ce dossier et est tenu de le mettre à jour ; en fait c'est le sergent-major qui s'en occupe.

Et bien, mon cher général, nous avions comploté tout simplement de mettre notre nez dans cette paperasserie. L'opération se fit sans difficulté, et nous pûmes consulter des documents attentivement ce qui nous intéressait. Nous y subtilisâmes même des bons de cartouches tout signés, prêts à être touchés sur simple présentation en cas de mobilisation.

Tous ces petits faits pris entre mille, prouvent bien qu'en nous plaçant strictement au point de vue révolutionnaire et antimilitariste, nous constitutions au sein même de notre régiment un ferment actif, influent et prêt à jouer un rôle prépondérant en cas de nécessité.

Alors, ce fut un délire : illuminations, bals, retraite aux flambeaux, rien ne manqua à la fête qui fut donnée en l'honneur du nouveau Tarlampion. Notre conseiller s'installa dès le lendemain, à la mairie.

Mais, les électeurs voyant cela se fâchèrent, Ça vous épate ? Vous ignorez donc que 39 moutons et un électeur font 100 bêtes !

Ils voulurent, après avoir placé Rome à leur tête, le faire déguerpir. Pourquoi ?

Je l'ignore, le maboulisme du votard appartenant au domaine pathologique.

Je vous répète qu'il n'y avait pas un seul galonné parmi nous.

À ce moment je monte en grade, ainsi que la plupart de ceux qui se croyaient les meilleurs militants du groupe. Dès lors, la situation va changer ; décapité du plus grand nombre de ses membres, le groupe devient moins actif, il n'agira plus avec autant d'enthousiasme ; il ne comptera plus pour la préparation révolutionnaire.

Mais, direz-vous, quoi donc empêche les militants galonnés de continuer leur œuvre d'antimilitarisme pratique ?

Votre question est juste et je vais y répondre.

Un soldat, à part l'exercice et les corvées, a pendant la journée un grand nombre d'heures inemployées, au cours desquelles il est à peu près maître de faire dans la caserne ce qui lui plaît. S'il s'agit d'un propagandiste, vivant dans la chambre, il ne perd jamais contact avec ses camarades, il partage leurs rancunes envers les supérieurs, il profite de tous les incidents journaliers pour en faire, dans la conversation, prétexte à de bonnes leçons de choses antimilitaristes. Pour le sous-officier c'est une autre affaire ; il ne vit plus avec les « hommes », mange au mess, jouit d'une liberté plus grande, et par conséquent bien des vexations, des privations et des fatigues que le soldat doit supporter lui sont étrangères.

La situation matérielle est plus douce. Une atmosphère relativement libre et assez confortable l'environne ; même s'il vient de sortir du rang, comment l'énergie et la bonne volonté militante dont il était capable ne s'émousseraient-elles pas dans ces conditions ? Et puis, aux heures de repos, il a pour refuge le cercle ou la bibliothèque. Tout éloigne de lui le besoin de se dévouer pour l'idée, tout écarte de ses désirs celui de l'action ; il n'a plus qu'un objectif : sa tranquillité. Je ne crois pas, mon général, que vous contesterez ce que j'avance ? Interrogez n'importe quel sous-officier de votre connaissance et, à moins qu'il ne soit un vantard et un esbroufeur (ce qui peut arriver), il ne pourra que confirmer ce que je viens de dire.

Maintenant je veux bien admettre que ce militant galonné, doué d'une force de caractère surhumaine, résiste à l'influence du milieu. Je le suppose enthousiaste, ce qui me paraît fort osé, et j'admettre encore, ce qui est encore plus improbable, qu'il a pu jusqu'à ce jour accomplir son service sans trop faire souffrir son esprit de logique. En conséquence il doit être bon avec tous ses soldats ; il n'en a jamais puni, car le contraire serait odieux ; en un mot c'est la crème des sous-officiers. Vous pensez peut-être que ce sergent antimilitariste, quand viendra le Grand Soir, sera capable d'entraîner sa section vers la Révolution ?

Quelle erreur est la vôtre, mon général, et combien vous vous montrez peu psychologique !

Il faut vous rendre compte que les soldats, dans leur ensemble, représentent la moyenne sociale de la population française ; c'est dire qu'ils sont encore bien loin de ce que nous désirerions. Aussi ne vous étonnez point si je prétends que le soldat préfère le chef autoritaire, brutal et ferme, mais dans lequel il sent une volonté, au chef nécessairement bon garçon, qui doit être le sous-officier antimilitariste.

Tenez, un fait personnel : jamais je n'ai infligé la plus légère punition à un soldat ; bien mieux : je me suis toujours arrangé pour donner un coup de patte au règlement chaque fois que cela pouvait profiter à quelqu'un. Quand j'étais de garde à la porte du quartier, le bruit en courrait aussitôt et tous les noctambules savaient que ce soir-là il n'y avait pour eux rien à craindre ; le saut du mur se transformait en un simple passage devant le poste. Pouvez-vous agir autrement et n'est-il pas monstrueux que moi, antimilitariste, j'eusse fait sentir tout le poids de mon autorité réglementaire à de pauvres gens qui se donnaient un court instant l'illusion d'être libres ?

Aussi passais-je pour un « bon type ». Et « bon type » au régiment cela veut dire qu'un dont on fait ce qu'on veut.

Mais je suis persuadé qu'en cas de troubles, ce n'est point été le bon type que j'étais qui eût entraîné les soldats derrière lui, mais bien le « sale type », parce que ce dernier est considéré comme faisant d'ordinaire ce qu'il veut.

Mon cher général, c'est là une loi psychologique que vous ne devriez point ignorer ; une foule suit toujours ceux en qui elle sent une volonté ; et c'est une autre loi que les foules inférieures (la foule militaire appartient à cette catégorie) sont constamment suggestionnées par ceux qui font valoir à ses yeux le prestige de la force.

Mais cette polémique a assez duré. Il est temps de la clore.

Laissez-moi faire sur un souvenir personnel que je livre à vos méditations : j'avais discerné dans ma section un jeune soldat qui m'apparut, dans quelques briques de conversations suivies au hasard, comme devant avoir des idées avancées. J'en fis peu à peu mon ami. C'était un syndicaliste militant ayant fait ses preuves au cours d'un conflit qui eut son heure de célébrité. Il lisait la Guerre Sociale, le Libertaire, et suivait ainsi de très près l'actualité.

Je lui appris qu'il existait dans le régiment un groupe de propagande ; il y adhéra et s'y mêla même activement. Je l'incitai à prendre du galon, et à la classe dernière, quand je quittai la caserne, il devint à son tour sergent. Rien d'extraordinaire jusqu'à ce que je démissionne. Attendez la suite.

Aux permissions de Noël, de bons amis

que j'avais conservés là-bas viennent me voir. Et X., leur dis-je, que devient-il ? Je lui ai écrit plusieurs fois, mais il ne m'a pas encore répondu..

— X. ? me répondirent d'un commun accord les soldats, eh bien, tu sais, c'est un rude musel ! Maintenant qu'il est sergeant il se prend au sérieux et avec lui ça bardé. On en voit de rudes dans sa section et les punitions pleuvent dru.

Je me garderai bien d'ajouter à ce fait le moins dire commentaire.

J'ai dit simplement ce que j'ai vu à la caserne, sans exagération aucune. Cela vaut bien vos fantaisistes dissertations.

Vous êtes un imaginaire, camarade Sans-Patrie. Pour nous, nous préférions rester sur le terrain solide des réalités ; nous risquerons ainsi beaucoup moins de tomber dans les divagations.

Paul LEBRUN.

Fédération révolutionnaire communiste

Réunion dimanche prochain, salle Faubion, 70, rue des Archives, vers 3 heures de l'après-midi.

Nous croyons devoir rappeler aux camarades, surtout ceux des Jeunesse libertaires, qu'il serait de toute urgence qu'une équipe sérieuse soit formée pour aider le Libertaire. Tous les jeudis soir, ces camarades se trouvaient rue d'Orsel, puis, munis du papier nécessaire, iraient visiter à tour de rôle les arrondissements de Paris, en criant le Libertaire.

Cette équipe serait également tout indiqué pour courir les réunions où il serait utile d'y voir les camarades de la Fédération prendre la parole.

Nous organisons une réunion de propagande afin de fonder un groupe, au Café de la Terrasse, 14, avenue Daumesnil (158, avenue Ledru-Rollin), samedi 18 courant, à 9 heures du soir.

Devons-nous nous unir pour lutter ou bien, comme les individualistes, devons-nous ne travailler qu'à notre bonheur personnel ?

Ce sujet sera traité par notre camarade Beaulieu.

La plus large contradiction sera admise.

La commission de propagande qui se réunit tous les mardis soir, vers neuf heures, au Bar Chatel, près de la Bourse du Travail, se tient toujours à la disposition des groupes, ainsi que des camarades désireux d'en créer. Notre stock d'affiches n'est pas encore épuisé ; aux camarades d'en employer.

Allons, camarades qui êtes ennemis de toute autorité, venez grossir nos rangs ; venez vous joindre à nous !

UN DRAME

TROIS LETTRES DE KOTOKU

Notre noble ami, le docteur Kotoku, était bien des nôtres, quoi qu'en disent nombre de publications socialistes, lesquelles, tout comme lors de l'assassinat de Ferrer, présentent ce héros des idées anarchistes pour un des leurs. La preuve que Kotoku était anarchiste nous la trouverions, si cette preuve était nécessaire, dans les lettres qu'il écrivait en 1908 au Bureau International Anarchiste qui veuait d'être fondé.

Déjà intéressantes au seul point de vue documentaire, ces lettres nous apparaissent singulièrement émouvantes à la suite de l'affreuse tragédie de Tokio. Et qui sait de quelle suite de répressions sauvages ou de quels châtiments populaires les faits qu'elles signalent auront été le point de départ. A ces divers titres, il nous est agréable de les rappeler et nous remercions le camarade Rogdaeff qui a songé à les transcrire dans ce but du Bulletin International Anarchiste :

D. Kotoku



Exposition Grandjouan

On connaît mal Grandjouan.

On est accoutumé à le considérer à travers les dessins que les journaux humoristiques ont vulgarisés, et dans lesquels il se fait remarquer par sa grande franchise et son tracé brutal, quelque peu ponctif parfois, mais soulignant toujours le trait essentiel sans l'exagérer.

Un nouveau Grandjouan vient de se révéler.

Dans les œuvres qu'il a exposées, au Courrier Français, il se fait connaître du public sous un jour qui m'appartient comme devant être celui qui le conduira à la consécration définitive de son talent.

Il s'y montre d'une sensibilité exquise dans la série de dessins que lui ont inspirées les danses d'Isadora Duncan.

Ici, nul procédé ; une grande sincérité se dégage de l'œuvre et s'affirme par la sûreté avec laquelle l'œil et la main de l'artiste se sont accordé pour jeter en un temps très court, sur le papier, les nobles et expressives attitudes de la danseuse américaine.

Ce sont mieux que des instantanés ; il y a là des tranches de vie dont chaque fois passe dans notre sensibilité l'émotion ressentie par Grandjouan.

Naturellement, la grande Presse, si prompte à encenser tous les « m'as-tu-vu » de l'art, s'est abstenue de faire, dans ses colonnes, la place qui, par son importance et par sa valeur, revenait à l'exposition de notre ami.

Cela n'a, d'ailleurs, aucunement nuit au succès de Grandjouan, et ses efforts ont trouvé une large récompense dans le nombre et la qualité des visiteurs qui ont eu la joie de savourer ses saisissantes notations d'art.

E. Sené.

Une Œuvre - Un Exemple

Le Foyer Populaire

Le moment semble venu de parler d'une œuvre qui est bien faite pour plaire à beaucoup de nos camarades.

Nous étions un bon nombre de militants dans le 19^e et le 20^e arrondissements de Paris et pourtant, sans nous ignorer, nous vivions presque en inconnu.

Une animation particulière nous réunit aux dernières élections législatives et nous livrâmes ensemble une ère lutte dans nos quartiers essentiellement populaires. Les uns étaient plus ou moins individualistes, les autres plus ou moins éloignés du socialisme ; nous avions de grands défauts, mais aussi nous avions les meilleures qualités du militant, celles de la sincérité et de la bonne foi. Fallait-il donc parce qu'il y avait quelques divergences d'idées entre nous que nous renonçions à nous entendre comme hommes et comme propagandistes ? Nous en jugerons autrement et bientôt une solution s'offrira à nous.

C'est cette irrésistible poussée qui, à mon sens, nous permet de réaliser au-delà de nos premiers espoirs. Nous avions loué à bail un local un peu grand dans lequel nous voulions faire un léger replâtrage et monter une scène improvisée, juste de quoi ne pas dégoûter le public, et nous voilà en jouissance d'une salle arrangée avec quelque coquetterie et surtout vraiment bien éclairée et confortable.

Ce fut un bel effort de communisme et l'élan une fois donné, le communisme est entré dans la pratique de tous les jours et tout indique que cette pratique ne cessera plus de nous inspirer.

Les camarades maçons s'y dépensèrent tout d'abord pour une réfection importante, les

vau jetés en prison pour deux mois pour avoir « troublé la paix de la société » par leurs écrits.

C'est ainsi que *Heiminshimbun* fut forcée de suspendre sa publication.

Les persécutions devinrent de plus en plus sévères et aucune réunion n'est permise aux propagandistes de l'action directe.

Une dépression commerciale — résultant de la dernière guerre — pèse sur tout le pays. La presse quotidienne est remplie de suicides et de banqueroutes. La désertion de beaucoup de soldats est aussi un signe caractéristique de l'état présent au Japon.

D. Kotoku

menuisiers ensuite pour nos sièges et notre scène. Mais c'était presque uniquement parmi nous que ces travailleurs se trouvaient jusqu'à aujourd'hui pour une telle besogne de désintéressement et de communisme appliqués. Aussi quelle joie ce nous fut quand des peintres de la section syndicale du 20^e se mirent avec un enthousiasme et un dévouement remarquables à faire de nos murs sales et dégradés des surfaces polies, sobrement mais agréablement décordes.

D'autres camarades, des initiateurs, travaillaient laborieusement au lustre et aux appliques, et d'excellents concours jusqu'à lors imprévus permirent de s'attaquer à l'opération de la salle d'une part, et de l'autre, à la décoration de la scène.

Et maintenant nous approchons de l'art authentique. Un artiste ami, un premier prix de conservatoire — des camarades ont pu apprécier son talent aux soli de violon qu'il nous donna à la fête du *Libertaire* — accepté comme chef par de bons amis musiciens, encouragé et peut-être même inspiré par eux, poursuit cette idée, qui nous comble de joie, de fonder à notre *Foyer Populaire de Belleville* une véritable symphonie. C'est par la musique merveilleuse des Beethoven, Wagner, Berlioz, etc., qu'ils veulent nous convier à nous élever jusqu'à la splendeur des géniales compositions musicales.

Le plus grand nombre d'entre nous est attaché à la besogne principale, celle de développer la connaissance et la vulgarisation de nos idées anarchistes. Chaque jeudi nous avons un conférencier pour présenter notre philosophie au public. Nous y accentuons le plus possible la vente de nos journaux et de nos brochures. Et pour élargir l'éducation que nous faisons, nous constituons pour bien-tôt une riche bibliothèque anarchiste.

Bien des lundis, il est fait, gratuitement toujours, des conférences néo-malthusiennes et scientifiques. Des camarades se dépensent en outre pour nos petites soirées de concert et de théâtre, et nos camarades du *Libertaire* ont pu parler avec justesse des résultats satisfaisants qu'ils ont obtenus et qui contentent notre public tout en instruisant.

En dehors de nos petites fêtes où ils seront à contribution, nos camarades musiciens se proposent de nous donner de soirées purement musicales, nous l'avons dit. Mais cette tentative est la plus ardue, il faut d'autres musiciens pour que cela puisse être une véritable symphonie et bien que nos collaborateurs forment un noyau permettant bien des espérances, ils insistent auprès de nous pour que nous fassions appel à tous nos camarades musiciens de Paris. Si la proposition leur agréer, que ceux-ci n'hésitent pas à s'imposer un peu de fatigue et qu'ils viennent, pour s'entendre, le premier mardi soir où ils seront libres.

Cette division du travail et cette entente fraternelle me semblaient intéressantes à communiquer à tous nos camarades, et puisque la tendance, heureuse celle-là, est à l'organisation, notre œuvre, puisse-t-elle se répéter dans tous les quartiers. Ces efforts nous permettront de solidifier notre Fédération qui correspond si intimement à notre compréhension de la solidarité et de la propagande.

Eugène Martin.

Fédération Communiste Révolutionnaire

(Groupe de Pantin-Aubervilliers)

Le groupe de Pantin organise une fête de propagande le dimanche 5 mars 1911, à deux heures de l'après-midi, salle des Fêtes de la mairie au Pré-Saint-Gervais (Seine), au bénéfice exclusif de la création d'une imprimerie communiste de propagande.

Certes, il en est, comme les Keufer, les Guérard et les Renard, qui incarnent toutes les facettes du système. Mais combien d'autres qui, sans être aussi éminemment représentatifs, participent de la commune faiblesse !

Dans les Bourses du travail, le mal est pire ; il s'aggrave des méfaits du subventionnisme. La plupart des secrétaires d'Unions locales sont de parfaits ronds-de-cuir, venant à leur bureau deux ou trois heures par jour pour y lire les journaux, désireux que rien ne trouble leur quiétude, s'employant à étouffer dans l'œuf toute velléité revendicatrice, ou ne la laissant se manifester que jusqu'à un certain point pour se donner la gloire d'intervenir et de pacifier les esprits, mais veillant avec soin à ce que nul acte subversif n'indispose les autorités dispensatrices de la manne officielle. La politique (socialiste ou radicale) — ajoutée à la peur de perdre la subvention — empêche tout recrutement syndical et annihile les inclinations à la révolte.

Pourtant, là, il serait aisé de supprimer les permanents. Il n'en résulterait aucun dommage. Ils doivent être à leur bureau aux heures où les ouvriers sont au travail ; en réalité, ils n'y vont pas la moitié du temps, et les choses n'en souffrent nullement. A mon avis, il vaudrait mieux désigner dans chaque Bourse six ou huit camarades qui, à tour de rôle, deux heures par soir pendant toute une semaine, se mettraient à la disposition des salariés — au seul moment où ceux-ci peuvent venir — pour leur fournir les renseignements juridiques ou concernant le placement, dont ils pourraient avoir besoin. Les économies ainsi réalisées serviraient à l'achat de brochures ou à l'organisation de conférences. Je suis certain que cette réforme pourrait s'opérer dans un mois cent Unions de province. Oui, mais que deviendraient les secrétaires ? Abomination !

Certains vont dire que j'exagère en affirmant que les Bourses sont un obstacle à l'organisation régionale et intercorporative des travailleurs — organisation qui me paraît être infinitéimale, mais intéressante, à notre point de vue, que celle en fédérations de métier ou d'industrie. Pour répondre, il me suffira d'indiquer quelle est, dans ma région, l'attitude des Bourses envers les

Causerie syndicaliste

Le Péril Fonctionnariste

Revenons-y. Le sujet en vaut la peine.

Si je dis : Une association ne fonctionne bien que si chacun de ses membres participe à son administration, et si j'ajoute : Quand un emploi ne peut être rempli que par un seul individu, il doit être exercé à tour de rôle par les volontaires ayant des aptitudes suffisantes, nos camarades conviendront que ce sont là des aphorismes d'élémentaire bon sens. C'est évidemment ainsi qu'il doit en être afin que s'affirment toutes les énergies, toutes les initiatives, toutes les bonnes volontés, tous les enthousiasmes. Pour que le syndicalisme soit bien l'expression de la pensée et du vouloir du prolétariat organisé, il faut de toute nécessité que les fonctionnaires soient les exécuteurs des décisions prises en assemblées générales, et pas autre chose.

Or, ce sont précisément ceux qui nous racontaient que tout se passait de cette façon-là qui prétendent maintenant que les secrétaires de syndicats, de fédérations ou de B. du T. sont des militants si exceptionnellement doués qu'il est impossible — ou presque — de les remplacer ; il paraît que si on s'avise de vouloir les renvoyer à l'atelier ou à l'usine, au bureau ou au magasin, le mouvement ouvrier est irrémédiablement voué à une fin prochaine. Cette théorie impérialiste des hommes indispensables implique logiquement que tous les syndiqués sont des imbéciles. On ne dit pas, mais enfin cela se déduit assez facilement.

La réalité — est-il besoin de le dire ? — ne répond pas exactement à la théorie. Ce ne sont pas nécessairement les meilleurs, mais quelques-fois des médiocres, et souvent les plus intrigants, qui réussissent à se faire mettre en place.

Et pourquoi en serait-il autrement ? Les syndiqués sont des hommes. Donnez-leur une situation privilégiée et, sauf dans des cas très rares, ils lutteront pour la conserver, même s'ils doivent pour cela prendre position contre leurs camarades. Il faut changer les conditions de milieu, modifier les situations de fait. Car il est bien entendu que nous ne faisons pas le procès de tels ou leurs permanents, mais du fonctionnement.

Certes, il en est, comme les Keufer, les Guérard et les Renard, qui incarnent toutes les facettes du système. Mais combien d'autres qui, sans être aussi éminemment représentatifs, participent de la commune faiblesse !

Dans les Bourses du travail, le mal est pire ; il s'aggrave des méfaits du subventionnisme. La plupart des secrétaires d'Unions locales sont de parfaits ronds-de-cuir, venant à leur bureau deux ou trois heures par jour pour y lire les journaux, désireux que rien ne trouble leur quiétude, s'employant à étouffer dans l'œuf toute velléité revendicatrice, ou ne la laissant se manifester que jusqu'à un certain point pour se donner la gloire d'intervenir et de pacifier les esprits, mais veillant avec soin à ce que nul acte subversif n'indispose les autorités dispensatrices de la manne officielle. La politique (socialiste ou radicale) — ajoutée à la peur de perdre la subvention — empêche tout recrutement syndical et annihile les inclinations à la révolte.

Pourtant, là, il serait aisé de supprimer les permanents. Il n'en résulterait aucun dommage. Ils doivent être à leur bureau aux heures où les ouvriers sont au travail ; en réalité, ils n'y vont pas la moitié du temps, et les choses n'en souffrent nullement. A mon avis, il vaudrait mieux désigner dans chaque Bourse six ou huit camarades qui, à tour de rôle, deux heures par soir pendant toute une semaine, se mettraient à la disposition des salariés — au seul moment où ceux-ci peuvent venir — pour leur fournir les renseignements juridiques ou concernant le placement, dont ils pourraient avoir besoin. Les économies ainsi réalisées serviraient à l'achat de brochures ou à l'organisation de conférences. Je suis certain que cette réforme pourrait s'opérer dans un mois cent Unions de province. Oui, mais que deviendraient les secrétaires ? Abomination !

Certains vont dire que j'exagère en affirmant que les Bourses sont un obstacle à l'organisation régionale et intercorporative des travailleurs — organisation qui me paraît être infinitéimale, mais intéressante, à notre point de vue, que celle en fédérations de métier ou d'industrie. Pour répondre, il me suffira d'indiquer quelle est, dans ma région, l'attitude des Bourses envers les

syndicats de travailleurs de la terre : à Narbonne et à Perpignan, on ne les veut pas ; à Béziers, on accepte leurs cotisations, mais on leur refuse toute représentation ; à Montpellier, Niel a eu une idée de génie : le syndicat de la ville désigne deux délégués au Comité général pour sa part et deux autres pour l'ensemble des syndicats des environs, qui ne sont pas consultés. On se mêle des ruraux ; étrangers aux coteries urbaines, leur ingérence est redoutée par nos pontifes de sous-préfecture. Ils la redoutent à tel point que, lorsque, mis à l'index, les paysans essaient, comme dans l'Aude, de constituer une Union départementale de syndicats pour satisfaire à la double obligation confédérale, nos politiciens syndicalistes s'acharnent à faire avorter le projet.

Tels sont les faits. J'estime qu'une réaction est nécessaire.

Albert Hayart.

La semaine dernière Pouget a signalé une grèverie du goudiote Renard, secrétaire de la Fédération du Textile, qui mérite d'être soulignée. Voici les faits :

A Dunkerque, des ouvriers de trois tissages — syndiqués et non syndiqués — se mettent en grève par solidarité pour faire réintégrer des militants congédies à la suite d'une présentation de tarif. L'élan était admirable. On fit appeler Renard. Il arriva et une réunion fut convoquée le 20 janvier. Voici, d'après le camarade Antoine, syndiqué du textile et délégué de la B. du T. de Dunkerque, quelle fut son attitude :

« Dès que Renard prit la parole, écrit-il à Pouget, ce fut pour nous blâmer et pour jeter le décambrage dans nos rangs, jusque là si compacts, si décidés. Si avait été payé par les usinières pour nous vendre, il ne s'y serait pas plus misérablement pris. »

« Sans même se rendre compte du beau geste accompli par toutes ces ouvrières, pour défendre le secrétariat du syndicat et ses camarades, il lomba à bras raccourcis sur les « inconscients » que nous étions.

« A quoi rimait cette grève ? Est-ce qu'en abandonnant le travail, quand on n'est pas certain d'avoir la victoire ? Pauvres fous ! Il faut, avant de lutter, s'organiser fortement et attendre que tout le monde soit syndiqué. Il faut payer de fortes cotisations, pour constituer des forces émissaires de résistance. Il faut voler pour des hommes qui prennent vos libertés en mains, et vous éviteront de telles bêtues. »

« Faîtes voler vos maris, disait-il aux ouvrières absourdies par un tel flot d'éloquence politique.

« A la Fédération, nous avons une trentaine de mille francs en caisse, mais vous n'en verrez pas un rouge liard, il sont à nous. »

« Retournez toutes et tous à votre travail et plus tard nous verrons s'il convient de reprendre la lutte... »

A la suite de ce discours, ce fut la débandade et l'échec. Au cours d'une réunion, les grévistes acclamèrent dans un élan de colère un ordre du jour « votant au mépris de toutes les organisations, le secrétaire fédéral Renard ». Deux jours après, le Comité de la B. du T. faisait sienne cette motion de démission.

De pareils faits démontrent toute critique ; il n'est pas de mots qui puissent exprimer l'indignation que l'on éprouve au récit d'une telle forfaiture.

A. H.

BIBLIOGRAPHIE

Viennent de paraître :

L'Enfer Militaire, par André Girard, une brochure (éditions des Temps Nouveaux).

Alors que la campagne contre les bagnoles militaires se poursuit avec tant de persévérance, cette brochure vient à point. L'auteur, à l'aide d'une documentation fournie, y fait connaître les diverses catégories qui constituent l'organisation de répression que la barbarie militaire a imaginée pour briser les natures fières ou délicates dont l'indépendance ne peut se plier à la déprimante servitude du régiment. Les tortures réglementaires et extra-réglementaires en usage dans cette gêne sont décrites avec une rigoureuse exactitude. De nombreux faits, choisis parmi les plus caractéristiques, viennent en effet démontrer que l'application de ces tortures n'est malheureusement pas exceptionnelle, mais qu'elle est le régime normal, courant, auquel a recours la cruauté des gardes.

En vente dans nos bureaux, 0 fr. 15 francs, 0 fr. 20.

Édition de la Guerre Sociale :

Les Postiers (sous-agents et auxiliaires), par L. et M. Bonnefond, une brochure : 0 fr. 15 francs, 0 fr. 20

